

Le Conseil d'administration de LafargeHolcim clôt l'enquête sur la Syrie et confirme les mesures correctives

LafargeHolcim a communiqué, le 2 mars 2017, les premiers résultats d'une enquête interne indépendante diligentée à la demande du Conseil d'administration à la suite d'allégations relatives à l'usine de Lafarge en Syrie selon lesquelles le personnel de la société aurait été impliqué, au cours de l'année 2013 et jusqu'à la fermeture de l'usine en septembre 2014, dans des transactions avec des groupes armés et des tiers visés par des sanctions. L'enquête interne a été menée par des conseils externes indépendants disposant d'une expérience significative en matière d'enquêtes transfrontalières complexes.

Le Conseil d'administration, au terme de cette enquête indépendante, a confirmé que certaines mesures prises en vue de permettre à l'usine syrienne de poursuivre un fonctionnement sûr étaient inacceptables et que des erreurs de jugement significatives, contrevenant au code de conduite alors en vigueur, avaient été commises. Les résultats de l'enquête confirment également que, bien que ces mesures aient été prises à l'initiative la direction locale et régionale, certains membres de la direction du Groupe ont eu connaissance de situations indiquant des violations du code de conduite des affaires de Lafarge.

Dans le cadre de cette enquête interne et compte tenu de sa fonction actuelle de Directeur général de LafargeHolcim, le rôle et l'implication éventuelle d'Eric Olsen ont également été examinés. Après avoir procédé à un examen approfondi, le Conseil d'administration a conclu qu'Eric Olsen n'était ni responsable ni pouvant être considéré comme informé des actes répréhensibles identifiés dans le cadre de cette enquête. Au vu des procédures judiciaires actuellement en cours en France, la société ne fera aucun autre commentaire sur les résultats de l'enquête ou sur des conduites individuelles.

Le Conseil d'administration confirme les mesures correctives annoncées le 2 mars 2017, sur la base des conclusions préliminaires, notamment l'adoption d'une procédure plus rigoureuse d'évaluation des tiers à haut risque, l'instauration d'un programme de dépistage des tiers à risques et d'un nouveau programme de contrôle autour des sanctions et des exportations, ainsi que la poursuite d'autres efforts identifiés dans le cadre d'un exercice de benchmark externe que le Groupe a entrepris. Suite à la conclusion de l'enquête, le Conseil d'administration a mandaté Eric Olsen et son équipe de direction afin de mettre en œuvre ces mesures correctives.

Le Comité Ethique, Intégrité et Risques, annoncé précédemment, aura la responsabilité de superviser la mise en œuvre rigoureuse de ces mesures avec pour objectif de renforcer et d'améliorer la conformité à l'échelle du Groupe. Ce Comité, co-présidé par le membre du Comité Exécutif en charge de l'Organisation et des Ressources Humaines et par le Directeur du Service juridique et de la Conformité, rapportera au Comité Finance et Audit du Conseil d'administration.

Beat Hess, Président du Conseil d'administration de LafargeHolcim, a déclaré : « *Bien que les responsables des opérations en Syrie semblent avoir agi d'une manière dont ils pensaient qu'elle était dans le meilleur intérêt de l'entreprise et de ses employés, il ne saurait y avoir de compromis en matière de règles de conformité et de respect des standards fixés par le code de conduite de l'entreprise, quels que soient les défis opérationnels. Nous sommes déterminés à ce que des événements comme ceux survenus en Syrie ne se reproduisent plus jamais chez LafargeHolcim.* »

Sur la base des informations actualisées disponibles aujourd'hui, rien n'indique que les allégations dont il a été fait état sont susceptibles d'avoir un impact financier négatif significatif sur le Groupe.

Un résumé du rapport d'enquête final peut être téléchargé sur le site internet de LafargeHolcim : www.lafargeholcim.com/summary-syria-investigation-findings

À propos de LafargeHolcim

LafargeHolcim est le leader mondial des matériaux et solutions de construction au service des maçons, constructeurs, architectes et ingénieurs du monde entier. Le Groupe produit du ciment, des granulats et du béton prêt-à-l'emploi utilisés pour des constructions aussi variées que des logements abordables, des petits projets locaux ou des projets d'infrastructures complexes d'un point de vue technique et architectural. Face aux enjeux de l'urbanisation et à son impact croissant sur la planète et ses habitants, le Groupe développe des produits et solutions de construction innovants, marqués par un fort engagement en matière de développement durable. LafargeHolcim occupe une place de leader dans toutes les régions du monde, emploie environ 90 000 collaborateurs dans plus de 80 pays et dispose d'une présence géographique équilibrée entre les marchés en développement et matures.

Plus d'informations disponibles sur www.lafargeholcim.com
Suivez nous sur Twitter  @LafargeHolcim

À propos de LafargeHolcim en Syrie

En raison de la nature du ciment et de sa production, les cimenteries sont situées à proximité des marchés qu'elles desservent, ce qui présente des difficultés particulières dans certains endroits. La Syrie est l'un ces endroits. La construction de la cimenterie de Lafarge en Syrie a duré près de trois ans, pour un coût d'environ 680 millions de dollars américains. Mise en service en mai 2010, cette cimenterie était une source significative d'emploi pour les populations environnantes et fournissait à diverses communautés de toute la Syrie du ciment pour les logements, les entreprises, les routes et d'autres infrastructures. Pratiquement dès son ouverture, la situation politique en Syrie s'est rapidement détériorée, confrontant l'usine et son personnel à des problèmes très difficiles en matière de sécurité et d'exploitation. Parmi ces problèmes figuraient la perturbation des approvisionnements nécessaires au fonctionnement de l'usine, des difficultés de distribution des produits et des menaces pesant sur la sécurité du personnel. Diverses factions politiques armées ont contrôlé ou cherché à contrôler les zones autour de l'usine à différentes périodes. La situation autour de l'usine est devenue de plus en plus difficile en 2014, ce qui a entraîné l'évacuation du site en septembre 2014. Depuis lors, le Groupe n'a pas tenté de reprendre l'exploitation du site.

Important disclaimer - forward-looking statements

This document contains forward-looking statements. Such forward-looking statements do not constitute forecasts regarding results or any other performance indicator, but rather trends or targets, as the case may be, including with respect to plans, initiatives, events, products, solutions and services, their development and potential. Although LafargeHolcim believes that the expectations reflected in such forward-looking statements are based on reasonable assumptions as at the time of publishing this document, investors are cautioned that these statements are not guarantees of future performance. Actual results may differ materially from the forward-looking statements as a result of a number of risks and uncertainties, many of which are difficult to predict and generally beyond the control of LafargeHolcim, including but not limited to the risks described in the LafargeHolcim's annual report available on its Internet website (www.lafargeholcim.com) and uncertainties related to the market conditions and the implementation of our plans. Accordingly, we caution you against relying on forward looking statements. LafargeHolcim does not undertake to provide updates of these forward-looking statements.